L'immigration européenne en Afrique à l'épreuve du régime de la « porte ouverte » des territoires sous mandat et sous tutelle internationale

Le cas du Cameroun français (1919-1960)

*European Immigration in Africa under the Open Door Policy of International
Mandate and Trusteeship Territories: The Case of French Cameroon (1919-1960)*

Cyrille Aymard Bekono

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/19004>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.19004

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 343-366

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Cyrille Aymard Bekono, « L'immigration européenne en Afrique à l'épreuve du régime de la « porte ouverte » des territoires sous mandat et sous tutelle internationale », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 221-222 | 2016, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/19004> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.19004

L'immigration européenne en Afrique à l'épreuve du régime de la « porte ouverte » des territoires sous mandat et sous tutelle internationale

Le cas du Cameroun français (1919-1960)

La Première Guerre mondiale, qui dure moins de deux ans au Cameroun (14 août-20 février 1916), marque une rupture dans la continuité politique de ce pays¹. L'une des conséquences de cette guerre fut la redéfinition de son statut juridique : le Cameroun passa du statut de territoire sous protectorat allemand à celui de territoire sous mandat international de la Société des Nations (SDN). En 1946, la substitution de la SDN par l'Organisation des Nations Unies (ONU) justifia le passage du Cameroun du statut de territoire sous mandat à celui de territoire sous tutelle. À partir de cette même date, suite à la transformation de l'empire colonial français en Union française, le Cameroun était considéré comme un territoire associé à cette Union².

1. La Première Guerre mondiale se traduit au Cameroun par une opposition entre les troupes franco-britanniques et les forces allemandes. Elle se termina au Cameroun le 20 février 1916 et les Allemands quittèrent le territoire pour s'exiler dans la colonie espagnole de la Guinée. Aussitôt après le départ des Allemands, Français et Britanniques, ayant constaté l'échec d'une administration conjointe du territoire, se partagèrent le butin de guerre le 4 mars 1916. Ce partage fut entériné par la Conférence de paix de Versailles du 29 juin 1919 et la France obtint les 4/5^e du territoire, tandis que la Grande-Bretagne se contenta du 1/5^e.
2. Les actes qui ont concouru à l'institution de la formule du mandat international conféraient aux États mandataires les principaux attributs de la puissance publique : droit de juridiction, de législation et pouvoir d'organisation politique et de police. En raison de l'analogie que présentaient le Cameroun et les territoires de l'Afrique équatoriale française (AEF) au point de vue des mœurs et des institutions locales, le gouvernement français étendit au Cameroun, dès 1924, certaines dispositions de la législation applicable aux territoires de l'AEF. En matière de politique migratoire, la législation appliquée au Cameroun était en grande partie celle en vigueur dans les TOM. Toutefois, cette réglementation ne devait pas être contraire au statut international du Cameroun.

En vertu des dispositions de l'article 22 du traité de paix de Versailles du 28 juin 1919, la France fut choisie par le Conseil de la SDN pour administrer la partie orientale du Cameroun. Cependant, la France ne devait en aucun cas considérer le Cameroun comme faisant partie intégrante de son patrimoine national mais y appliquer le « régime de la porte ouverte ». Ce régime consistait à appliquer, dans les territoires sous mandat international, la pratique du libre échange, les méthodes de la libre concurrence et du laissez-faire (Fischer 1968 : 361). Il impliquait, en théorie, l'égalité des puissances et de leurs ressortissants en ce qui concerne l'instauration d'activités économiques de toute nature par des personnes physiques et morales. À cet effet, l'article 6 des accords consacrant le mandat de la France sur le Cameroun oriental stipule que le gouvernement français « doit assurer, sans discrimination, le libre accès au Cameroun à tous les ressortissants des pays membres de la SDN et leur droit de s'y établir ». Dès lors, la présente étude se préoccupe d'interroger la politique migratoire de la France menée à l'égard des Européens au Cameroun, et de voir dans quelle mesure elle a été conforme à l'esprit du régime de la porte ouverte des territoires sous mandat.

Les Européens saisirent l'opportunité qu'offrait le statut international du Cameroun pour accroître leur présence dans plusieurs secteurs³ de la vie économique, sociale et politique de ce pays. Timide de 1919 à 1945 en raison de la fermeté de la politique migratoire française, la présence européenne s'accrut considérablement de 1946 à 1960 (voir tableau I). Cependant, cette augmentation de la population européenne frustra certains Camerounais qui en demandaient la limitation dès 1948 (voir tableau II).

De la timidité à la substantialité de l'immigration européenne au Cameroun français

En effet, la politique migratoire menée par la France durant le mandat et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ne permit pas l'application du régime de la porte ouverte. Ce n'est qu'après la guerre que le gouvernement français assouplit les formalités d'entrée. Il en résulta une augmentation substantielle de la population européenne au Cameroun français.

3. De 1919 à 1960, on observe une amplification et une diversification des profils des migrants européens au Cameroun français (touristes, hommes d'Église, hommes d'affaires, hommes politiques, fonctionnaires, sans profession, etc.). Une étude réalisée par le gouvernement français sur les professions exercées par les Européens et présentée dans son rapport annuel de 1933 les distingue en deux catégories : fonctionnaires et non-fonctionnaires (Archives nationales de Yaoundé, *Rapport annuel de l'administration française au Cameroun*, 1933, pp. 93-95). On trouvait les fonctionnaires dans les secteurs suivants : administration générale, forces de police, service de santé, magistrature, enseignement, agriculture, travaux publics et chemin de fer. La catégorie de non-fonctionnaires comprenait les avocats-défenseurs et agents d'affaires, les médecins, les pharmaciens, les dentistes, les commerçants, les industriels, les exploitants forestiers, les planteurs, les missionnaires, les banquiers.

Une immigration timide durant la période du mandat

L'inquiétude française face à la présence au Cameroun des Européens considérés comme « indésirables »

Dans son rapport annuel de 1947 adressé au Conseil de tutelle de l'ONU, le gouvernement français dit officiellement à la communauté internationale que, conformément au régime de la porte ouverte, les étrangers n'avaient été, à aucun moment, victimes d'une quelconque discrimination en matière d'accès et d'installation au Cameroun. Pourtant, dans la pratique, la politique migratoire de la France n'avait pas été favorable aux étrangers dont la présence au Cameroun français était perçue comme susceptible de nuire à sa politique coloniale. Ce fut principalement le cas des Européens communistes, des Allemands et des Grecs que les administrateurs français qualifiaient « d'envahisseurs »⁴.

L'hostilité du gouvernement français à l'égard de l'immigration allemande trouve sa source dans les revendications coloniales allemandes sur le Cameroun, à partir de 1919⁵. En effet, à la suite de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne fut déclarée déchue en droit et en fait de ses possessions coloniales. Les clauses du traité de paix de Versailles du 28 juin 1919 (articles 118 à 158) obligèrent le gouvernement allemand à renoncer, en faveur des puissances alliées et associées, à tous ses droits et titres sur ses anciennes colonies (Oyono 1992 : 27). La perte de son empire colonial fut, pour l'Allemagne, un échec et un affront sur les plans stratégique, politique, économique et psychologique. Heurtant le sentiment national des Allemands, les dispositions des articles 118 à 158 du traité de paix de Versailles furent considérées comme un *diktat*. La déception du peuple allemand se traduisit très tôt dans les comportements, matériellement dans les écrits, les congrès, les conférences et les expositions coloniales (Essomba 2004 : 63).

Pour reconquérir le Cameroun, le gouvernement allemand mit en place des stratégies qui se traduisirent en termes de propagande politique, d'espionnage, de critique permanente du système d'administration des puissances mandataires, d'incitation des indigènes à la révolte et d'encouragement des

4. L'utilisation du terme « envahisseurs », pour qualifier l'offensive économique des Grecs, est des autorités françaises. Ce terme apparaît dans la lettre n° 100/CF/APA/1 en date du 7 mars 1949 du haut-commissaire de la République française au Cameroun, René Hoffherr, adressée au ministre de la France d'outre-mer, Paul Coste-Floret, relative à la réglementation de l'immigration au Cameroun français. Tout comme les Grecs, les ressortissants libanais et syriens furent taxés du même qualificatif pour le même motif.
5. La présence allemande au Cameroun remonte, officiellement, à la signature du traité Germano-duala du 12 juillet 1884. Ce traité fit du Cameroun un protectorat allemand. Cependant, suite aux hostilités marquant la Première Guerre mondiale, les Allemands furent chassés de ce territoire en 1916 par les forces franco-britanniques.

Allemands à s'installer sur ce territoire par les voies détournées du commerce⁶. Il est clair que toutes ces manœuvres inquiétèrent les milieux coloniaux français. De ce fait, le gouvernement français se résolut à interdire systématiquement l'immigration allemande au Cameroun. À toutes les demandes d'immigration pour le Cameroun formulées par les Allemands, le gouvernement français opposa un refus systématique. Ce refus fut également appliqué à la navigation et au commerce allemands jusqu'en 1926⁷.

L'hostilité que la France manifesta vis-à-vis de l'immigration allemande au Cameroun eut pour fondement les revendications de l'Allemagne vers ses colonies. On note cependant que la France rejetait également d'autres catégories d'Européens sur d'autres fondements. Aux uns, la France reprochait leur idéologie anticolonialiste et le soutien apporté aux peuples colonisés (cas des communistes). Des autres, elle craignait la forte concurrence qu'ils imposaient, en matière économique, aux entrepreneurs français.

En effet, l'idéologie communiste revendiquait alors le rejet de toute discrimination raciale et logiques d'assujettissement des peuples, ce à quoi étaient particulièrement sensibles les peuples coloniaux, quotidiennement victimes du racisme dans leur propre pays (Grimal 1965 : 35). L'opposition des partis communistes européens à toute forme de domination coloniale s'affirma dans chacun des congrès du Komintern ou de l'Internationale communiste. Les communistes européens étaient ainsi invités à soutenir la lutte des peuples coloniaux par des actions de masse comme l'envoi de troupes, de munition, la propagande, etc., pour revendiquer leur indépendance.

La menace que représentait le communisme renforça l'inquiétude française. Dans une correspondance adressée aux agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, en date du 26 octobre 1928, le ministre français des Affaires étrangères, Aristide Briand, distingue les Européens originaires d'URSS de ceux en provenance de pays non communistes pour la délivrance de visas de séjour ou de transit dans les colonies, les protectorats et les pays sous mandat de la France. Ainsi, les ressortissants de l'URSS, de Pologne,

-
6. Les Allemands, bien qu'ayant accepté les clauses de la conférence de paix de Versailles du 28 juin 1919 qui les excluaient de l'Afrique, n'avaient pas renoncé à leurs colonies. Ils entendaient les récupérer par des voies détournées, notamment celles du commerce. Ce fut l'objectif de la société coloniale allemande, qui envisageait la création des dominions économiques dont le rôle serait d'amener les Allemands à prendre progressivement la place des Français et Britanniques au Cameroun et au Togo.
 7. Si le gouvernement français se montrait intransigeant sur toutes les demandes d'immigration formulées par les ressortissants allemands, il convient de noter que l'évolution des rapports franco-allemands en Europe et, surtout, l'entrée de l'Allemagne dans la SDN, obligèrent ce même gouvernement à reconsidérer sa position. L'intégration de l'Allemagne dans le Conseil de la SDN entraîna, *de facto*, l'application, en faveur de ses ressortissants, du principe du libre accès au Cameroun dès 1927. Toutefois, l'omniprésence du « syndrome » allemand au sein du ministère des Colonies imposait aux administrateurs français une surveillance étroite de tous les Allemands de passage ou en séjour au Cameroun.

de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Bulgarie, de RDA, de Yougoslavie et d'Albanie, qui étaient autorisés à se rendre en Algérie, aux colonies et dans les pays sous protectorat ou sous mandat français devaient se présenter selon les cas, soit aux autorités de police et de contrôle en charge de l'immigration, soit au haut-commissariat ou à ses représentants⁸.

Quant aux Grecs⁹, il faut dire que la concurrence qu'ils imposèrent aux entreprises françaises installées au Cameroun inquiéta le colonat français. Celui-ci exigea de l'administration la mise en place d'une politique officieuse et discrète visant à limiter l'immigration grecque au Cameroun.

L'installation des Grecs au Cameroun français, au début de la décennie 1920, ne posa pas de problème à l'administration française. Car les premiers Grecs à s'installer dans ce territoire limitaient leurs activités au seul rôle d'agents de maisons de commerce françaises et d'intermédiaires entre ces maisons et les producteurs camerounais. Cependant, leur désir de s'installer à leur propre compte, à partir de 1930, irrita le colonat français. C'est ainsi que la France, qui entendait garantir la primauté de ses nationaux dans le système économique colonial, se devait d'user de manœuvres administratives et discrètes (examen rigoureux de toutes les demandes d'immigration formulées par les Grecs) pour limiter leur présence au Cameroun. Ceux qui réussissaient à obtenir un visa d'entrée au Cameroun risquaient une expulsion à la moindre occasion. Car effectivement, cette politique migratoire est soutenue par le rigorisme des formalités d'immigration.

Le rigorisme des textes

Contrairement à la période de tutelle qui se caractérisa par l'assouplissement des formalités d'entrée, de séjour et de sortie, la gestion de l'immigration européenne au Cameroun pendant le mandat fut très sévère. Les députés camerounais de l'Assemblée représentative du Cameroun (ARCAM) le remarquèrent en 1948 au cours d'une séance plénière. Ils félicitèrent les administrateurs de la période du mandat pour le rigorisme observé dans l'étude des demandes d'immigration formulées par les Européens. Selon ces députés, les administrateurs de la période de mandat avaient géré avec « sagesse » l'immigration des étrangers dans la mesure où « tous les Européens qui entraient au territoire à ce moment-là présentaient une certaine garantie et n'étaient pas alors en très grand nombre »¹⁰. Pour illustrer le rigorisme des

8. Archives nationales d'Outre-Mer (ANOM), 656.6/2, lettre en date du 26 octobre 1928 du ministre des Affaires étrangères, adressée aux agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, relative aux instructions sur les passeports et les visas de passeports.

9. Pour plus d'informations sur la présence grecque au Cameroun, voir M. F. AKONO ABINA (2009) et N. MÉTAXIDÉS (2010).

10. Archives nationales de Yaoundé (ANY), 3AC 1189, procès-verbal de la séance plénière de l'Assemblée représentative du Cameroun, 27 avril 1948.

textes de la période de mandat, nous prenons l'exemple de la procédure d'entrée au Cameroun par mer, ainsi que l'institution des mesures exceptionnelles durant la Seconde Guerre mondiale.

Lorsqu'un navire entrait en rade dans l'un des ports du territoire, le chef de circonscription ou son délégué se rendait à bord et se faisait remettre, par le capitaine du navire, la liste des passagers appelés à débarquer. Le chef de circonscription ou son délégué convoquait à bord du navire les débarquants¹¹ et les invitait à présenter leur passeport, leur extrait de casier judiciaire et leur certificat médical. Le débarquement n'était autorisé que si un examen de ces pièces en faisait ressortir la régularité¹².

Lorsque les pièces n'étaient pas régulières, ou si elles faisaient en tout ou en partie défaut, les débarquants étaient maintenus à bord à la charge du transporteur et l'autorisation de débarquer leur était refusée, le tout sous la responsabilité du capitaine du navire. Aussitôt avant le débarquement, le chef de circonscription ou son délégué avisait les débarquants réguliers qu'ils devaient se présenter à la caisse des dépôts et consignations pour effectuer le versement de leur cautionnement ou de faire le nécessaire pour obtenir une caution¹³, dans les 48 heures suivant leur arrivée au Cameroun¹⁴. Le fait pour un immigrant de ne fournir ni caution, ni cautionnement entraînait son réembarquement d'urgence sur le navire qui l'avait amené, ou tout autre navire du même transporteur. Par ailleurs, tout retard à l'accomplissement des autres formalités au débarquement entraînait l'expulsion de l'intéressé comme indésirable.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, étant donné les difficultés créées par cet état de fait, le ministère de la France d'outre mer prit certaines mesures visant un meilleur contrôle des mouvements d'entrée et de sortie des nationaux français et étrangers dans son domaine colonial et les pays sous mandat administrés par la France. Parmi ces mesures d'ordre exceptionnel, celles qui furent étendues au Cameroun sont : l'autorisation préalable de séjour et

11. Tous les débarquants n'étaient pas soumis à ces formalités d'entrée au Cameroun. Pour les personnes exemptées partiellement ou en totalité des formalités d'entrée, l'article 14 de l'arrêté du 13 janvier 1928, réglementant l'immigration étrangère au Cameroun, prévoyait un régime spécial. Ainsi, les personnes chargées de mission par un gouvernement étranger ou par le gouvernement français devaient produire leur titre de mission au chef de circonscription qui leur assurait immédiatement le passage libre. De même, les personnes qui devaient être hospitalisées d'urgence étaient débarquées en priorité et conduites à l'hôpital. Les fonctionnaires et agents civils et militaires devaient produire une déclaration de résidence dans les 48 heures de leur arrivée au Cameroun français.

12. ANY, arrêté du commissaire de la République en date du 13 janvier 1928 réglementant « l'entrée, la circulation et la sortie des nationaux français et étrangers », *JOCF*, n° 184, 1^{er} février 1928, p. 69.

13. Le cautionnement pouvait être remplacé par la fourniture d'une caution agréée par le commissaire de la République. La caution était une personne physique ou morale qui s'engageait à assurer le passage retour de l'immigrant.

14. Cette procédure allait être modifiée en 1930. La vérification et l'obtention de ces pièces devaient se faire avant le départ de l'immigrant pour le Cameroun.

le permis d'embarquement. C'est dire que la délivrance du visa d'entrée au Cameroun a été dès lors subordonnée, en plus d'autres formalités, à l'obtention d'une autorisation préalable du chef du territoire ou de son délégué à Paris ainsi que d'un permis d'embarquement. La procédure d'obtention de ces deux pièces était longue et compliquée.

Elle prévoyait la constitution du dossier de demande avec enquête de police, l'examen médical, la transmission au haut-commissaire, l'instruction par une commission locale, l'appel éventuel devant une commission centrale siégeant à Paris. Lorsque l'autorisation d'entrée au Cameroun était accordée par le haut-commissaire, le requérant, s'il remplissait toutes les conditions indiquées dans le décret du 7 octobre 1930 (passeport, certificat médical, extrait de casier judiciaire, caution ou cautionnement), obtenait un permis d'embarquement délivré par les autorités compétentes (le délégué du haut-commissaire à Paris, le haut-commissaire, à travers les services de sécurité et la direction des affaires politiques et administratives).

La fermeté qui caractérisa la gestion de l'immigration européenne, durant le mandat, ne facilita pas l'application du régime de la porte ouverte. Il fallut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour voir la France assouplir les formalités d'entrée au Cameroun.

Une immigration substantielle durant la période de tutelle

Les changements intervenus en France et sur la scène internationale, après la Seconde Guerre mondiale, amenèrent le gouvernement français à revoir sa politique migratoire. Sans modifier la réglementation basée sur le décret du 7 octobre 1930, ce gouvernement décida néanmoins d'assouplir et d'uniformiser les formalités d'immigration. Les mesures prises à cet effet provoquèrent l'accroissement de la population européenne.

Les mobiles de l'accroissement de la population européenne

Après l'armistice du 25 juin 1940, qui signe l'occupation de la France par les troupes allemandes, la France fut divisée en deux zones, une zone libre et une zone occupée. L'une des conséquences de cette division, matérialisée par la ligne de démarcation entre les deux zones, fut la restriction des libertés individuelles des nationaux français. Le franchissement de cette ligne n'était possible qu'aux points de passage officiels, sur présentation d'un laissez-passer et d'une carte d'identité que les Allemands délivraient au compte-gouttes.

Dans ce contexte d'incertitude, le préambule de la constitution française du 27 octobre 1946 fut rédigé afin de marquer la libération du peuple français des lois restrictives du régime nazi. Son objectif était de reconstruire moralement une France affaiblie. La liberté d'aller et de venir des nationaux français au sein de l'Union française, fut ainsi protégée par la constitution.

Le Cameroun, qui était un territoire « associé » à l'Union française, devait donc ouvrir ses portes aux nationaux français.

Sur le plan international, le fait que les matières premières étaient produites dans les territoires colonisés, contrôlés par une minorité de nations métropolitaines (la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, l'Espagne et la Belgique), suscita de nombreuses convoitises (Wauters 1945 : 70). Pour éviter des rivalités entre ses États membres, l'ONU réaffirma l'application du régime de la porte ouverte des territoires placés sous sa tutelle.

Dans un contexte d'Après-guerre, marqué, sur le plan international, par la résurgence du régime de la porte ouverte des territoires sous mandat, le gouvernement français se devait de suivre le cours de l'histoire en reformulant sa politique migratoire au Cameroun. Une telle réforme était d'autant plus nécessaire que l'avènement de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, notamment son article 13, imposait la liberté de circuler comme un principe fondamental¹⁵. La France qui se positionnait comme « mère des droits de l'Homme », du fait de la promulgation en 1789 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, devait respecter le principe posé par cet article 13. Dès 1948, les autorités métropolitaines ne manquèrent pas d'évoquer cet article pour s'opposer à tout projet de texte émanant du Cameroun et tendant à y limiter l'immigration européenne. Plutôt, des mesures furent prises pour simplifier l'installation des Européens au Cameroun.

Les mesures prises en vue de simplifier l'immigration européenne vers le Cameroun

Ces mesures concernent, d'une part, la procédure d'obtention du visa (visas de transit, de court séjour en France et dans les territoires d'outre-mer et des visas urgents), d'autre part, la procédure d'obtention des autorisations de séjour et du permis d'embarquement. L'objectif était de donner satisfaction aux voyageurs européens dans les délais les plus courts, en réduisant les modalités de transmission.

La délivrance des visas de transit

Jusqu'en 1950, seul le ministère de la France d'outre-mer délivrait des visas de transit. Les Européens résidant hors de la métropole française rencontraient d'énormes difficultés pour transiter par les colonies françaises. Pour pallier cette difficulté, le ministère de la France d'outre-mer demanda au

15. L'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 stipule que « 1) Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. 2) Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »

ministère des Affaires étrangères d'inviter les consuls de France à remettre aux ressortissants des pays européens, des visas de transit par les territoires français d'outre-mer (TOM) et les pays sous tutelle placés sous l'administration de la France. C'est ainsi que les agents diplomatiques et consulaires français pouvaient, sans consultation préalable des chefs des TOM et des territoires sous tutelle administrés par la France, remettre aux Européens des visas de transit sans arrêt ou avec arrêt très limité¹⁶.

La délivrance des visas de court séjour et des visas urgents

La circulation des Européens entre la France et ses territoires d'outre-mer fit l'objet de nombreuses complications. Les Européens résidant en France ne pouvaient obtenir le visa d'entrée dans un territoire d'outre-mer qu'après consultation et avis du chef de ce territoire. Après moult tractations entre le ministère de l'Intérieur, le ministère de la FOM et le haut-commissariat de France au Cameroun, on parvint à la solution suivante : le délégué du haut-commissaire à Paris fut habilité à accorder, sans consultation de l'autorité locale, des visas d'entrée au Cameroun « sous réserve que les requérants soient honorablement connus des autorités administratives du lieu de leur résidence habituelle »¹⁷.

Une circulaire du ministre de la FOM, Louis Jacquinot, en date du 6 octobre 1951, autorisa les chefs des territoires d'outre-mer (AOF, AEF, Cameroun et Madagascar) à délivrer, sans accord préalable de la métropole, des visas aller-retour et de court séjour en France aux Européens résidant dans leurs territoires, à compter du 1^{er} novembre 1951. Cette mesure supprimait les délais de transmission lorsque la demande d'immigration avait un caractère d'urgence. Cette simplification des formalités nécessitait une mesure de réciprocité.

Lorsque la demande d'immigration au Cameroun était motivée par le règlement d'affaires urgentes ou par une raison de santé, le délégué du haut-commissaire de la République à Paris fut habilité à donner son accord, à partir du 1^{er} février 1952, pour la délivrance, en urgence, de visa d'entrée au Cameroun à certains Européens honorablement connus des autorités administratives du lieu de leur résidence. De plus, le voyage et le séjour sollicités devaient présenter un caractère d'urgence incontestable, être justifiés par des raisons impérieuses, ou avoir un but intéressant directement le territoire du point de vue économique, culturel ou social¹⁸.

16. ANY, rapport annuel du gouvernement français sur l'administration du Cameroun sous tutelle de la France, 1951, p. 43.

17. ANY, 2AC 8831, lettre n° 9382 en date du 22 novembre 1950 du ministre de la FOM, adressée au haut-commissaire de la France au Cameroun, relative à la circulation des Européens entre la métropole française et les TOM.

18. ANY, rapport annuel du gouvernement français sur l'administration du Cameroun sous tutelle de la France, 1951, p. 44.

La délivrance des autorisations de séjour et du permis d'embarquement

Les mesures d'assouplissement de la procédure de délivrance des autorisations de séjour et du permis d'embarquement pour le Cameroun, furent appliquées, dès septembre 1951, pour trois catégories de requérants :

- pour les personnes (françaises ou pas) qui n'avaient jamais résidé au Cameroun, le permis d'embarquement ne devait leur être délivré qu'après accord formel du haut-commissaire et production, par le requérant, du dossier réglementaire comportant l'avis de la préfecture de résidence et un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois ;
- pour les Européens ayant déjà séjourné au Cameroun mais qui n'étaient pas titulaires d'une autorisation de retour et à la condition qu'ils soient honorablement connus des services de sûreté, une simple demande déposée à la préfecture et revêtue de l'avis favorable des autorités métropolitaines était suffisante pour obtenir, du délégué du haut-commissaire à Paris, l'autorisation de retour nécessaire ;
- pour les personnes titulaires d'un passeport sur lequel figure une autorisation de séjour régulière, l'embarquement et l'accès au Cameroun devaient être « absolument libres »¹⁹. Dans ce cas, la durée de validité de cette autorisation devait expressément être indiquée dans le libellé du visa de retour.

Ces mesures eurent comme conséquence immédiate, l'accroissement de la population étrangère en provenance d'Europe. Le tableau ci-contre nous permet d'illustrer ce changement à travers quelques statistiques concernant la population européenne au Cameroun, par nationalité, avant et après la Deuxième Guerre mondiale.

Il est clair que ces mesures libérales accrurent sensiblement le nombre d'Européens au Cameroun. Toutefois, cet afflux d'Européens suscita une certaine crainte chez les populations autochtones, qui ne tardèrent pas à demander au gouvernement français de fermer les portes du Cameroun aux étrangers. Tel est l'objet de la deuxième partie de cette réflexion.

Des plaintes des autochtones du Cameroun à l'implémentation d'une immigration sélective

L'afflux d'étrangers au Cameroun après la Seconde Guerre mondiale inquiéta en effet les Camerounais. Ces derniers redoutaient de voir un grand nombre d'étrangers occuper leurs terres, leurs emplois et monopoliser l'exploitation économique du pays. Dans un contexte politique marqué par l'effervescence du mouvement indépendantiste sous la conduite de l'Union des populations du Cameroun (UPC), le gouvernement français choisit de concilier le régime de la porte ouverte et les intérêts des Camerounais.

19. ANY, 2 AC 8831, lettre n° 059 en date du 30 décembre 1951 du directeur des Affaires politiques et administratives (APA), adressée au directeur de la Sûreté et de la Police camerounaise, relative à la simplification des formalités de délivrance des autorisations de séjour aux Européens.

TABLEAU I. — QUELQUES STATISTIQUES DE LA POPULATION EUROPÉENNE AU CAMEROUN

	1931	1933	1934	1935	1936	1950	1951	1952
Allemands	73	62	55	70	76	5	12	12
Anglais	74	50	57	63	65	83	183	181
Autrichiens		3	3	12	12	5	7	7
Belges	11	7	8	14	19	32	50	44
Bulgares						1	1	1
Chypriotes						45	100	
Danois	3	2	4	2		4	5	4
Espagnols	7	6	13	8	13	59	107	118
Finlandais							2	
Français	1 684	1 578	1 619	1 761	1 799	7 536	12 672	12 759
Grecs	75	77	82	103	86	296	439	505
Hongrois						6	10	8
Hollandais	7	2	1	4	3	69		
Irlandais							1	
Italiens	26	23	26	39	34	275	550	423
Lettons							1	1
Luxembourgeois	4	2	6	5	5	10	15	11
Néerlandais							105	99
Norvégiens	8	17	17	21	14	47	50	37
Polonais	9	7	7	5	5	12	15	14
Portugais	12	6	6	8	11	31	42	33
Roumains			1			7	4	3
Russes		2	1	2	2	12	13	5
Suédois	5	7	4	5	5	14	15	4
Suisses	57	48	51	59	68	115	152	162
Tchèques	2		2	9	9	28	21	12
Turcs	1	1			6	7	13	12
Yougoslaves	1			2	1	3	4	5
TOTAUX	2 059	1 900	1 963	2 192	2 233	8 702	14 589	14 472

Source : ANY, APA 12051/B, peuplement blanc au Cameroun.

Les fondements de l'inquiétude des Camerounais

L'importation de la main-d'œuvre européenne et la présence des Européens dans les activités lucratives réservées²⁰ aux autochtones, amenèrent une partie des Camerounais à considérer l'immigration étrangère comme une paralysie pour le développement économique du territoire. En outre, les Camerounais n'appréciaient guère l'attitude méprisante de certains Européens à l'égard des indigènes.

Les rapports quelquefois tendus entre les autochtones du Cameroun et les colons

L'infériorisation raciale, instrument de domination du capitalisme occidental à l'ère de la traite négrière transatlantique et de la colonisation, influença considérablement les rapports entre colonisateurs et colonisés. L'action coloniale, au cours du XIX^e siècle, entraîna « l'assujettissement de la quasi-totalité des peuples dits attardés, archaïques ou primitifs » (Balandier 1951 : 5). Pour sa survie, le capitalisme avait recours à ce qu'Achille Mbembe (2013) qualifie de « subsides raciaux ». C'est-à-dire que « sa fonction a toujours été non seulement de produire des marchandises, mais aussi des races et des espèces ». Invention du capitalisme, le « Nègre » était assimilé, par certains colons, à une sorte « d'homme-chose, d'homme-métal, d'homme-monnaie, d'homme-plastique » (*ibid.* : 11).

Cette construction idéologique amena certains colons à considérer l'Africain colonisé comme « une espèce inférieure, digne du mépris, ou tout au moins de la condescendance, et à qui on ne peut adresser que des termes de violence, verbale ou physique » (Messi Ndongo 1997 : 137). Après la Seconde Guerre mondiale, la « situation coloniale » ainsi créée était de plus en plus contestée par les nationalistes qui réclamaient non seulement l'abolition du racisme, mais aussi la levée de la tutelle de la France sur le Cameroun. Dans leurs pétitions adressées au conseil de tutelle de l'ONU, tout comme leurs interventions au sein des assemblées locales, les pétitionnaires camerounais dénonçaient l'attitude raciste et discriminatoire de la part de certains « Blancs » installés au territoire comme la ségrégation dont ils étaient victimes. Cette approche discriminatoire, développée par le colonisateur, se manifestait aussi bien dans la vie politique (double collège électoral, avancements, nominations), dans la vie économique (différence de salaires et de traitements) que dans la vie sociale (ségrégation dans certains hôtels et restaurants, traitements différents dans les hôpitaux et écoles). Par exemple, une pétition de l'assemblée traditionnelle du peuple duala (*Ngondo*), adressée

20. La législation sur le travail des indigènes au Cameroun français interdisait aux étrangers l'exercice d'activités lucratives tels que le petit commerce et les petits métiers d'artisanat. Ces activités étaient réservées aux Camerounais, l'objectif étant de résoudre le problème croissant du chômage.

à l'ONU en 1949, indique que le « Club » de Nkongsamba et le Centre climatique de Dschang n'étaient ouverts qu'aux Européens, Libanais et Syriens. Il s'agissait pourtant de bâtiments publics, « coquettement et somptueusement entretenus sur les fonds du budget local »²¹. Insistant davantage sur ce « mépris » dont étaient victimes les Camerounais, le *Ngondo* déclara que :

« S'il y a des Français qui montrent ici le vrai visage de la France, respectueuse de la Charte de l'Atlantique et de la Charte des Nations Unies, il y en a, en revanche, et ils sont malheureusement nombreux, qui nuisent à son bon renom ainsi qu'au prestige de l'Organisation des Nations Unies, par leur orgueil, leurs appétits, les mauvais traitements qu'ils font subir à l'indigène qu'ils exploitent et essaient de retenir dans les chaînes de la servitude. Ils sont encore plusieurs qui, en dépit de leur suffisance, se sentent revalorisés, surestimés dès qu'ils touchent le sol camerounais. L'indigène, le noir, quels que soient son mérite et son utilité sociale, leur apparaît comme un être inférieur, et ils le traitent comme tel [...]. Dans nos rapports privés avec l'Européen, nous nous heurtons à sa morgue et à son mépris »²².

Dans un contexte politique marqué par la « force » du préambule de la constitution française de 1946, qui énonce que : « La France forme avec les peuples d'outre-mer une union sur l'égalité des droits et des devoirs sans distinction de race ni de religion », les nationalistes camerounais attirèrent l'attention des autorités françaises et onusiennes sur la nécessité de briser les actes rétrogrades qui maintenaient l'Africain dans un état d'infériorité par rapport aux Européens²³. Pour ces nationalistes, seule la fermeture des portes du territoire à l'immigration des « indésirables blancs » constituait la solution la plus appropriée.

Le problème de l'importation d'une main-d'œuvre européenne au détriment de la main-d'œuvre locale

Les députés camerounais²⁴ de l'Assemblée représentative du Cameroun déclarèrent aux membres de la première mission de visite de l'ONU, en 1949,

21. ANY, APA 11331/A, pétition du *Ngondo* adressée à l'Organisation des Nations Unies, 1949, p. 16.

22. *Ibid.*

23. La lutte anti-coloniale au Cameroun français fut initiée le 10 avril 1948 par l'UPC (Union des populations du Cameroun). Ce fut le seul parti politique qui revendiquait la cessation immédiate de la tutelle française sur le Cameroun. Comme l'UPC, certaines associations culturelles telles que le *Ngondo* et le *Nkumzé* se sont illustrées dans ce mouvement anti-colonial. Opposée à toute idée d'indépendance du Cameroun, l'administration française favorisa la création des partis politiques pro-administratifs dont l'objectif commun était de museler l'UPC (LEVINE 1970 ; JOSEPH 1986 ; ABWA 2010).

24. L'Assemblée représentative du Cameroun était constituée de deux collèges de députés : un collège qui représentait les intérêts des Africains et un autre collège pour les Européens installés au Cameroun. C'est le collège des députés camerounais qui revendiquait l'abolition du racisme au Cameroun.

qu'ils ne voyaient pas d'inconvénients à ce que les éléments intéressants de toutes races et nationalités viennent contribuer au développement de leur pays. Mais ils affirmèrent leur inquiétude devant l'afflux de personnes étrangères qui venaient s'enrichir au Cameroun, y monopoliser le commerce, sans faire aucun investissement dans le pays, et prendre les places qui pourraient fort bien être occupées par des Camerounais²⁵. La question de l'importation de la main-d'œuvre étrangère fut ainsi mise au devant de la scène par les autochtones qui demandèrent l'intervention de l'ONU. Interpellé, le gouvernement français démontra à l'instance onusienne le bien-fondé de l'importation d'une main-d'œuvre européenne. L'essentiel de son argumentation se fonde sur le rendement et la productivité de celle-ci, ainsi que cela apparaît dans le rapport de la première mission de visite de l'ONU²⁶.

En effet, selon le gouvernement français le problème crucial en matière de main-d'œuvre au Cameroun n'était pas lié à la faible densité démographique (bien que plusieurs sociétés éprouvaient de réelles difficultés pour embaucher), mais aux qualités professionnelles, morales et techniques des travailleurs. Au barrage d'Edéa, par exemple, le rendement d'un ouvrier italien était estimé dix fois supérieur à celui d'un autochtone suivant la spécialité. Dans une scierie de Douala, les scies à ruban étaient desservies par dix hommes alors qu'il est indiqué qu'en France trois hommes auraient suffi. Les traverses de chemin de fer produites par cette scierie étaient chargées sur bateau par une équipe de huit hommes. Elles se dirigeaient ensuite en Hollande où elles étaient déchargées par un seul homme. La comparaison se poursuit dans le domaine intellectuel. Il est indiqué, par exemple, que quand dans une banque il fallait à un employé une heure et demie pour faire une addition de 15 nombres et de 12 chiffres, en France on obtenait le résultat en 10 minutes²⁷.

L'importation de la main-d'œuvre étrangère consistait alors, pour l'essentiel, à remplacer la main-d'œuvre locale par un personnel européen. Pour le gouvernement français, cette solution fut considérée comme rentable pour de nombreux entrepreneurs exerçant au Cameroun. Les arguments avancés par ce gouvernement font observer que le gros reproche fait à la main-d'œuvre autochtone est la faiblesse de son rendement, avec une efficacité et une qualité d'exécution bien inférieures à celles de la main-d'œuvre européenne. L'importation de cette main-d'œuvre fut donc l'une des solutions choisies, surtout qu'elle contribuait à la « formation » des autochtones. Cette politique est clairement exposée dans le rapport annuel de 1951, en ces termes :

« L'afflux d'Européens enregistrés ces dernières années a provoqué, au début, un peu d'inquiétude chez certains autochtones qui redoutaient cette concurrence. Ce

25. Rapport de la première Mission de visite de l'ONU dans le territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, 16 février 1950, p. 70.

26. *Ibid.*

27. *Ibid.*

sentiment a disparu devant l'évolution rapide du territoire, dans tous les domaines, sous l'impulsion de ces professeurs, financiers, techniciens, industriels, commerçants européens. Une des premières conséquences de cette évolution a été l'enrichissement de la population locale, notamment planteurs, artisans, commerçants et le développement d'une classe aisée qui assure une excellente instruction à ses enfants, ce qui ne manquera pas d'accélérer la formation d'une importante élite intellectuelle locale [...].

La présence de cette population européenne, appartenant à tous les milieux sociaux, a contribué, pour une large part, à remplir ce rôle "d'éducateurs" que les Africains sont en droit d'attendre des Européens. Les ouvriers qu'ils ont côtoyés ont été des exemples qu'ils ont pu imiter et l'implantation du machinisme les a familiarisés avec un monde qui leur était inconnu »²⁸.

Les rapports du gouvernement français mettent donc en évidence une perception de la main-d'œuvre camerounaise comme étant inefficace. Perception qui fut systématiquement rejetée par les nationalistes et syndicalistes camerounais. Les arguments avancés dans ces rapports avaient la faiblesse de ne pas tenir compte des conditions de vie et de travail offertes aux Africains. Lorsque les Camerounais admettaient la moindre valeur de la main-d'œuvre africaine, ils en rendaient responsables l'insuffisance des salaires, le niveau de vie trop bas, et plus spécialement l'alimentation déficiente, le pouvoir d'achat insuffisant de l'ouvrier et le manque de possibilité d'éducation professionnelle (Kaptué 1978 : 107). Ainsi, l'importation de la main-d'œuvre européenne, en remplacement de la main-d'œuvre locale, ne pouvait être qu'une solution ponctuelle. Il s'est avéré difficile de promouvoir le progrès économique et social, sans la participation des Camerounais. Dans ce sens, le conseil de tutelle de l'ONU, lors de sa quatre-vingtième séance, le 3 avril 1950, exprima l'espoir que l'autorité chargée de l'administration « ne permettra pas que l'immigration européenne porte préjudice au développement économique de la population autochtone »²⁹.

Ne pouvant interdire l'immigration européenne au Cameroun, encore moins faire la sourde oreille aux revendications des Camerounais, les autorités françaises n'avaient pour solution que de concilier le principe de la porte ouverte et la satisfaction des intérêts du territoire.

28. ANY, rapport annuel du gouvernement français sur l'administration du Cameroun sous tutelle française, 1951, p. 44.

29. Résolution du Conseil de tutelle de l'ONU, relative à l'immigration européenne au Cameroun, adoptée le 3 avril 1950.

La conciliation du principe de la porte ouverte et la satisfaction des intérêts des Camerounais

Le contexte politique travaillé par la création de l'UPC (le mouvement nationaliste)³⁰, les autorités françaises virent la nécessité d'améliorer la qualité de l'immigration européenne afin d'atténuer le mécontentement populaire. Dès lors se posa le problème de la conciliation du régime de la porte ouverte et la promotion des intérêts des Camerounais.

Les tractations entre les autorités de Paris et les administrateurs du Cameroun français pour un durcissement de la politique migratoire

Les nombreuses revendications formulées par les Camerounais, sur la gestion de l'immigration européenne, ne laissèrent pas les administrateurs du Cameroun indifférents. Dès 1947, la direction de la sûreté générale et le haut-commissariat de la France au Cameroun déployaient un certain nombre d'efforts, malgré l'opposition du gouvernement métropolitain, pour limiter l'immigration de toutes les catégories d'Européens. Le contexte politique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, marqué par l'exigence de la libre circulation des personnes, ne rendit pas la tâche facile aux administrateurs du Cameroun, pour qui une modification de la réglementation était néanmoins indispensable. Ils intervenaient régulièrement auprès des autorités de Paris, afin d'obtenir une plus grande sévérité dans la délivrance des autorisations d'entrée et de séjour. Dans une correspondance en date du 12 février 1947, adressée au ministre de la France d'outre-mer, le haut-commissaire Robert Delavignette demanda le renforcement des mesures restrictives à l'immigration des nationaux français et européens, par la mise en vigueur de l'ordonnance et du décret du 2 novembre 1945³¹.

Cette ordonnance fixa les conditions de santé, d'aptitude, de moralité et d'utilité économique ou sociale. Elle interdisait, dans les territoires d'Afrique continentale, exception faite de la Côte française des Somalis, l'établissement d'étrangers qui contreviendraient aux prescriptions générales édictées

30. Avec la création de l'Union des populations du Cameroun (UPC) le 10 avril 1948, le Cameroun français s'engagea dans un vaste mouvement de libération nationale. Les nationalistes camerounais fondaient leurs actions sur trois revendications : la réunification immédiate des Cameroun français et britannique, la fixation d'un délai pour l'indépendance du Cameroun et la redéfinition des rapports avec la France. Le gouvernement français, opposé à toute idée d'indépendance du Cameroun, chercha à museler l'UPC en limitant l'adhésion de la population camerounaise aux idéaux de ce parti.

31. L'ordonnance du 2 novembre 1945 réglementait l'accès des activités ouvertes aux non-originaux en AOF, Togo, AEF Cameroun, Madagascar et les conditions d'admission et de résidence dans lesdits territoires. Le décret du 2 novembre 1945 fut appliqué dans les colonies françaises d'AEF et AOF. C'est son caractère restrictif qui amena les autorités du Cameroun à demander au ministre de la France d'outre-mer d'y étendre son application.

pour la préservation de la santé publique. Ce texte interdisait également l'immigration de personnes qui ne présentaient pas des garanties morales suffisantes, ou étant susceptibles d'exercer des professions pouvant soit être assurées par les autochtones soit entraver l'évolution sociale du pays³². Ainsi, tout candidat à l'immigration au Cameroun devait être déclaré physiquement apte (c'est-à-dire âgé de 18 ans révolus et n'étant ni interdit, ni pourvu de conseil judiciaire, ni placé dans un établissement d'aliénés), il ne devait ni souffrir d'une maladie constituant un danger pour la santé publique, ni d'une déficience physique ou mentale grave³³. Il devait, en outre, apporter la preuve qu'il disposait de moyens nécessaires à son séjour au Cameroun (contrat de travail, connaissances professionnelles, capitaux, etc.).

Dans une correspondance en date du 15 août 1947, le ministre de la France d'outre-mer, Marius Moutet, refusa d'étendre l'application de ces deux textes au Cameroun. Pour les autorités de Paris, le régime de la circulation des Français à l'intérieur de l'Union française avait été reconsidéré dans son ensemble. La cessation des hostilités (Seconde Guerre mondiale), le rétablissement de la légalité républicaine et surtout les principes posés par la constitution française de 1946 et son préambule favorisèrent la liberté de circulation pour les nationaux français entre la métropole et les territoires d'outre-mer. En plus, le maintien ou le renforcement d'une réglementation restrictive tant souhaité par les autorités du Cameroun ne pouvait plus être possible du fait même du statut international de ce territoire³⁴.

Puisque les autorités de Paris ne consentaient pas à appliquer l'ordonnance et le décret du 2 novembre 1945 au Cameroun, les administrateurs de ce territoire maintenaient la pression en proposant d'autres textes³⁵ qu'ils prirent eux-mêmes le soin d'élaborer. D'une manière générale, ces projets de textes entendaient limiter directement la liberté de circulation et d'établissement des ressortissants des pays européens membres de l'ONU, en subordonnant toute admission au Cameroun à l'obtention préalable d'une carte de séjour. La délivrance de cette pièce devait être réglée par un arrêté local fixant les conditions de santé et d'honorabilité, ainsi que les conditions économiques à remplir par les immigrants européens. Ces textes permettraient également aux autorités du Cameroun d'éliminer du territoire certains Européens

32. ANY, APA10133/2, ordonnance n° 045-2689 du 2 novembre 1945 réglementant l'accès des activités ouvertes aux non-originaires en AOF, au Togo, AEF au Cameroun, à Madagascar, et les conditions d'admission et de résidence dans lesdits territoires.

33. ANY, décret du 2 novembre 1945 fixant les conditions d'admission et de résidence dans certains territoires relevant du ministère des Colonies, in *JOCF* n° 638, 15 avril 1946, p. 454.

34. ANY, 3AC 1189, lettre n° 7546 AP/4 en date du 15 août 1947 du ministre de la France d'outre-mer, adressée au haut-commissaire de la République, relative à la gestion de l'immigration européenne au Cameroun.

35. Le 15 octobre 1947, les autorités du Cameroun soumièrent un projet de décret au Département de la France d'outre-mer. Devant l'abandon du projet de décret, un projet de loi fut soumis au Conseil d'État français au mois de février 1950.

qui, venant sous le couvert d'un contrat de travail, le rompaient peu après leur débarquement pour se consacrer à des trafics illicites. Les autres dispositions n'avaient pour but que de supprimer les discriminations raciales.

Démontrant l'inutilité d'un nouveau texte devant limiter l'immigration des Européens « indésirables », et compte tenu des préoccupations et désirs des Camerounais, le ministre de la FOM fit étudier, par ses services juridiques, les moyens qui pourraient éventuellement permettre d'aboutir au filtrage des candidats à une admission au Cameroun. Il s'agissait, en effet, des possibilités d'usage des moyens de défense « préalable ou *a posteriori* » dont disposait le haut-commissaire de la République. Les moyens de défense préalable concernaient le domaine des mesures de police, de maintien de l'ordre public et de la sécurité, au sens plus large, comprenant la préservation de la santé publique. Alors que les moyens de défense *a posteriori* renvoyaient au pouvoir d'expulsion et de refoulement. L'usage des moyens de défense *a posteriori* donna lieu à une vague d'expulsion³⁶ des Européens, à partir de 1947 tel que le démontre le tableau qui suit.

TABLEAU II. — EFFECTIFS DES EUROPÉENS EXPULSÉS DU CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE DE 1951 À 1959

Pays \ Années	1951	1953	1956	1957	1958	1959	Totaux par pays
Belgique		1					1
Espagne						1	1
France	1	1	15	10	9	10	46
Grèce			1				1
Italie						1	1
Suisse					1		1
Nombre d'expulsés par année	1	1	17	10	10	12	
TOTAL							51

Source : tableau réalisé par l'auteur à partir des arrêtés d'expulsion des Européens au Cameroun français.

36. Les motifs d'expulsion étaient précisés dans les différents arrêtés y relatifs comme suit : immigration clandestine, immigré sans profession définie, immigré sans domicile fixe, condamnation pour vol, escroquerie, vagabondage, immigré sans moyens d'existence.

L'amélioration de la qualité de l'immigration européenne

Dans l'optique de concilier le régime de la porte ouverte des territoires sous tutelle internationale et la promotion économique et sociale du Cameroun, les administrateurs français prirent des mesures visant l'amélioration de la qualité de l'immigration européenne. La sélection de la main-d'œuvre européenne devint ainsi indispensable, à la suite de l'encombrement du marché du travail au Cameroun et des revendications des députés camerounais.

En effet, il arrivait fréquemment que les services de la sûreté du Cameroun soient saisis des demandes d'autorisation de séjour définitif, émanant des personnes ayant obtenu, lors de leur embarquement, un visa de transit ou de court séjour en qualité de transitaire ou de touriste. Usant de ce permis provisoire, les bénéficiaires entraient en relation avec des employeurs résidant au territoire et obtenaient, dans certains cas, des contrats de travail fictifs ou des garanties de complaisance. Aucune réglementation ne pouvant leur être opposée, il était difficile de refuser un permis de séjour définitif sollicité dans ces conditions. Il était donc illogique que des personnes ayant l'intention de se fixer au Cameroun usent des facilités réservées aux seuls touristes et transitaires et ce, au détriment des requérants de bonne foi qui n'obtenaient pas toujours satisfaction. Il paraissait plus équitable que les personnes ayant l'intention de se rendre au Cameroun sans contrat préalable, mais dans le but de chercher un emploi, déposent une demande motivée en précisant les activités professionnelles qu'elles comptaient y exercer, ainsi que les moyens financiers dont elles pouvaient disposer, et ce, afin d'éviter les mécomptes et de décourager les aventuriers.

L'examen des demandes d'admission au Cameroun constituait un des moyens de défense préalable dont disposait le haut-commissaire. Il ne manquait pas de s'en servir pour filtrer les candidats à une admission au territoire. Les services en charge des questions d'immigration étaient, dorénavant, résolus à porter leur attention sur les requêtes individuelles qui offraient « un caractère de technicité ou les requêtes présentées par les entreprises si elles offraient des garanties morales et financières »³⁷. En conséquence, tous les candidats à l'immigration au Cameroun étaient invités à adresser au haut-commissaire le « maximum de renseignements sur les projets qu'ils pourraient avoir et les moyens dont ils peuvent disposer pour en assurer la réalisation »³⁸. Des instructions avaient même été données aux services de sûreté du Cameroun, pour que toutes les demandes fussent étudiées en collaboration avec les services techniques du territoire.

La gestion de l'immigration européenne au Cameroun avait toujours été de la compétence de la direction des affaires politiques et administratives et

37. ANY, APA 12051/B, lettre n° 547cf.Ps en date du 16 mai 1949 du haut-commissaire de la République, adressée au directeur de l'Agence des colonies à Paris, relative au peuplement blanc au Cameroun.

38. *Ibid.*

celle de la sûreté. Mais, dans le but de rendre effective la décision du haut-commissaire, la direction des affaires économiques fut intégrée dans le processus d'étude des demandes de séjour formulées par les Européens. Le rôle de cette direction consistait alors à éclairer les services de sûreté et des affaires politiques et administratives, sur l'opportunité ou non de l'immigration d'un Européen au Cameroun. Cet éclairage portait sur les points suivants : opportunité de l'installation projetée, intérêt économique, renseignements économiques précis de nature soit à encourager le demandeur, soit à le faire revenir sur son projet. Le haut-commissaire André Marie Soucadaux décida même d'assouplir les formalités d'entrée au Cameroun pour les Européens présentant des garanties morales et financières suffisantes. Dans une correspondance en date du 6 décembre 1951, il demanda au président de la Chambre de commerce, de l'industrie et d'agriculture de lui faire parvenir régulièrement une liste des commerçants, industriels et colons pouvant bénéficier de ce régime de faveur³⁹.

Au terme de cette analyse, il ressort que la gestion de l'immigration européenne au Cameroun se traduit en termes de fermeture et de libéralisme sélectif. Ainsi avons-nous constaté que, durant le mandat, le rigorisme des services d'immigration et l'hostilité manifestée vis-à-vis des Allemands, des communistes et des Grecs limitèrent largement le nombre d'Européens présents au Cameroun. En revanche, la posture libérale observée dans la gestion de l'immigration étrangère, pendant la tutelle, permit un accroissement substantiel de la population européenne au Cameroun.

Néanmoins, malgré la volonté de se conformer aux exigences du régime de la porte ouverte, l'assouplissement de la législation concernant l'immigration européenne au Cameroun se heurta à deux obstacles majeurs. D'une part, elle ne s'appliquait qu'aux migrants qui ne présentaient aucune menace pour la politique coloniale de la France en Afrique. Ceux qui étaient susceptibles de porter atteinte aux intérêts français ne bénéficièrent, en effet, pas des mesures d'assouplissement prescrites. D'autre part, les rapports, quelquefois tendus entre certains colons et les autochtones camerounais, contraignirent la France à limiter l'immigration des Européens perçus comme des indésirables par les Camerounais.

Université de Yaoundé I, Laboratoire des sciences historiques, Yaoundé, Cameroun.

39. ANY, 2AC 8832, lettre en date du 6 décembre 1951 du haut-commissaire de la République, adressée au président de la Chambre de commerce, de l'industrie et d'agriculture, relative à l'assouplissement des formalités d'entrée au Cameroun pour les personnes présentant des garanties suffisantes.

BIBLIOGRAPHIE

ABWA, D.

2010 *Cameroun. Histoire d'un nationalisme (1884-1961)*, Yaoundé, CLE.

AKONOABINA, M. F.

2009 *Présence et activités des Grecs au Cameroun : le cas de la ville de Yaoundé, 1920-1981*, Mémoire de Master, Yaoundé, Université de Yaoundé I.

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER (ANOM)

1928 656.6/2, lettre en date du 26 octobre 1928 du ministre des Affaires étrangères, adressée aux agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, relative aux instructions sur les passeports et les visas de passeports.

ARCHIVES NATIONALES DE YAOUNDÉ (ANY) :

1948 APA 12051/B, peuplement blanc au Cameroun.

1928 Arrêté du commissaire de la République en date du 13 janvier 1928 réglementant « l'entrée, la circulation et la sortie des nationaux français et étrangers », *JOCF* n° 184, 1^{er} février 1928.

1945 APA10133/2, ordonnance n° 045-2689 du 2 novembre 1945 réglementant l'accès des activités ouvertes aux non-originaires en AOF, au Togo, AEF au Cameroun, à Madagascar, et les conditions d'admission et de résidence dans lesdits territoires.

1946 Décret du 2 novembre 1945 fixant les conditions d'admission et de résidence dans certains territoires relevant du ministère des Colonies, *JOCF* n° 638, 15 avril 1946, p. 454.

1947 3AC 1189, lettre n° 7546 AP/4 en date du 15 août 1947 du ministre de la France d'outre-mer, adressée au haut-commissaire de la République, relative à la gestion de l'immigration européenne au Cameroun.

1948 3AC 1189, procès-verbal de la séance plénière de l'Assemblée représentative du Cameroun, 27 avril 1948.

1949 APA 11331/A, pétition du *Ngondo* adressée à l'Organisation des Nations Unies.

1950a Rapport de la première Mission de Visite de l'ONU dans le territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, 16 février 1950.

1950b 2AC 8831, lettre n° 9382 en date du 22 novembre 1950 du ministre de la FOM, adressée au haut-commissaire de la France au Cameroun, relative à la circulation des Européens entre la métropole française et les TOM.

1951a 2AC 8832, lettre en date du 6 décembre 1951 du haut-commissaire de la République, adressée au président de la Chambre de commerce, de l'industrie et d'agriculture, relative à l'assouplissement des formalités d'entrée au Cameroun pour les personnes présentant des garanties suffisantes.

1951b 2AC 8831, lettre n° 059 en date du 30 décembre 1951 du directeur des Affaires politiques et administratives (APA), adressée au directeur de la Sûreté et de la Police camerounaise, relative à la simplification des formalités de délivrance des autorisations de séjour aux Européens.

1951c Rapport annuel du gouvernement français sur l'administration du Cameroun sous tutelle de la France.

BALANDIER, G.

1951 « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 11 : 44-79.

BIGO, D.

1998 *Sécurité et immigration*, Paris, L'Harmattan.

ESSOMBA, P. B.

2004 *Le Cameroun : les rivalités d'intérêts franco-allemands*, Strasbourg, PUS.

FISCHER, G.

1968 « Le parti travailliste et la doctrine de la porte ouverte », *Politique étrangère*, 33 : 361-395.

GRIMAL, H.

1965 *La décolonisation 1919-1963*, Paris, Armand Colin.

GROSCLAUDE, P.

1938 *Menaces allemandes sur l'Afrique*, Paris, Fernand Sorlot.

GUIFFO, J.-P.

2007 *Le statut international du Cameroun 1921-1961*, Yaoundé, Essoah.

JOSEPH, R.

1986 *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Paris, Karthala.

KAPTUE, L.

1978 *Travail et main-d'œuvre au Cameroun sous régime français 1916-1952 : approche historique*, Mémoire de master, Yaoundé, Université de Yaoundé.

LEVINE, V. T.

1970 *Le Cameroun, du mandat à l'indépendance*, Paris, Nouveaux Horizons.

MBEMBE, A.

2013 *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte.

MESSI NDONGO, M. L.

1997 « L'Afrique et l'Africain chez Céline et Malraux. Voyages au bout de la nuit et les hôtes de passage », in DÉPARTEMENT DE FRANÇAIS, *Le Regard de l'autre : Afrique-Europe au XX^e siècle*, Yaoundé, Éditions CLE (« Écriture, VIII ») : 131-141.

MÉTAXIDÈS, N.

2010 *La diaspora hellénique en Afrique noire : esprit d'entreprise, culture et développement des Grecs au Cameroun*, Thèse de doctorat, Bordeaux, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3.

OYONO, D.

1992 *Colonie ou mandat international. La politique française au Cameroun de 1919 à 1946*, Paris, L'Harmattan.

RICCA, S.

1989 *Migrations internationales en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

SARRAUT, A.

1963 *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot.

SOME, M.

2001-2002 « Les cultures africaines à l'épreuve de la colonisation », *Afrika-Zamani*, 9-10 : 41-59.

WAUTERS, A.

1945 *La nouvelle politique coloniale*, Bruxelles, Librairie Falk fils.

RÉSUMÉ

Le statut international du Cameroun impliquait l'application du régime de la porte ouverte. Ce régime tendait à appliquer la pratique du libre accès, au Cameroun, pour les personnes étrangères. Les Européens saisirent cette opportunité pour amplifier leur présence au Cameroun français. Ainsi, du fait de certains facteurs, l'immigration européenne se caractérisa par une extrême timidité de 1916 à 1946. Après la Seconde Guerre mondiale, la posture libérale observée dans la gestion de l'immigration étrangère permit un accroissement substantiel de la population européenne. Cet afflux d'immigrants européens ne plut pas aux Camerounais, qui ne tardèrent pas à en demander l'arrêt. Dès lors, le gouvernement français décida d'améliorer la qualité de l'immigration européenne au Cameroun, en s'assurant de sa rentabilité économique. S'appuyant sur les paradigmes de la fermeture et de l'ouverture des frontières d'un pays aux flux migratoires entrant et sortant, cette étude examine les considérations endogènes et exogènes qui encadrèrent la gestion de l'immigration européenne au Cameroun français de 1916 à 1960.

ABSTRACT

European Immigration in Africa under the Open Door Policy of International Mandate and Trusteeship Territories: The Case of French Cameroon (1919-1960). — The international status of Cameroon implied an open door policy. This policy was aimed at giving free access to foreigners into the territory. Many Europeans seized this opportunity to amplify their presence in French Cameroon. However, European immigration between 1916 and 1946 was slow but steady. After the Second World War, the liberal ideology led to an increased European population in Cameroon. Such an influx did not please Cameroonians, who revolted against it. As such, the French government decided to manage the immigration by assuring its economic benefits. In realizing the study, our analysis was based on the opening and closing of borders method in the control of migrants. The study therefore explores internal and external considerations used in the management of European immigration in French Cameroon from 1916 to 1960.

Mots-clés/Keywords : Cameroun français, Européens, immigration, mandat, régime de la porte ouverte, tutelle/*French Cameroon, Europeans, immigration, mandate, open door policy, trusteeship.*